

L'Europe ou la mort !

Le phénomène des « pirogues-people »

Depuis le début de l'année 2006, une nouvelle filière d'immigration clandestine a vu le jour entre les côtes du Sénégal et les îles Canaries. Des milliers de jeunes ne voient plus d'autre espoir que de s'entasser dans des pirogues de pêche avec comme objectif rejoindre les côtes espagnoles, point d'entrée vers un hypothétique Eldorado européen. Qui sont ces « pirogues-peoples » ? Quelles sont les raisons qui les poussent à braver la mort, tout en espérant ne pas faire parti d'éventuels charter de retour ? Un phénomène qui risque de voir la sous-région se vider de sa force vive.

Luc Reuter

31 mai 2002 : un jeune sénégalais, Pape Bouba Diop, fait la Une de la presse internationale. L'équipe nationale de foot du Sénégal vient de battre le champion du monde en titre, l'équipe tricolore lors du match d'ouverture du Championnat du Monde à Seoul, grâce à un but marqué à la 30^e minute par Pape Bouba Diop.

La presse mondiale parle de cette génération de jeunes Sénégalais, les Aliou Cissé, Pape Bouba Diop, El Hadji Diouf ou Salif Diao, nés dans les années 70 et 80 dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest, connu surtout à travers son poète-président Léopold Sedar Senghor, dont on célèbre le centenaire de la naissance en 2006, ainsi qu'une manifestation contestée de sport mécanique, le Paris-Dakar. Le Sénégal fait un parcours remarquable et remarqué pour une première participation à une coupe du monde et ne sera stoppé qu'en quart de finale par la Turquie. Tous les Sénégalais deviennent des « Lions de la Teranga »¹. Un nouveau slogan naît : « Le Sénégal qui gagne », le ciel est la limite, tout semble possible en ce mois de juin 2002 pour la jeunesse sénégalaise.

31 mai 2006 : Le journal sénégalais *Le Quotidien* publie une lettre émouvante d'un jeune sénégalais, Diao Souncar Diémé. Diémé, qui fait par-

tie de cette même génération, témoigne de son parcours à lui : «La situation dans le bateau est si pénible que je ne crois pas pouvoir m'en sortir. Que ceux qui me trouveront transmettent à ma famille à Bassada cette somme d'argent. Adieu et pardonnez-moi. Ma vie finit ici, sur cette grande mer marocaine.» Diémé est mort de faim et de soif. Où ? Quand ? Dans quelles souffrances ? On ne le saura jamais. Sa lettre et son corps ont été retrouvés le 29 avril 2006 dans un bateau de pêche fantôme en errance le long des côtes de l'Île de la Barbade, dans les Antilles anglaises, en compagnie de 10 autres corps dans un état de putréfaction avancé ! Il avait 29 ans. Accompagné d'une cinquantaine de jeunes Sénégalais, Gambiens ou Bissau-Guinéens, il avait pris le départ des îles du Cap-Vert pour espérer atteindre les îles Canaries. Quatre mois d'errance dans l'Atlantique Sud leur ont été fatals.

« Barça ou Barsax »

Depuis le début de l'année 2006, un nouveau phénomène migratoire au départ de l'Afrique de

Luc Reuter, historien de formation, vit et travaille depuis 1999 au Sénégal (Commission européenne et Nations Unies).

L'Ouest vers l'Europe a fait son apparition : les « pirogues-people ». « Barça ou Barsax » est devenu l'obsession de milliers de jeunes en Afrique de l'Ouest : partir à Barcelone, la capitale catalane représentant l'Occident au sens large, ou mourir ; « Barsax » signifie « l'au-delà » en wolof. Suite aux tristes et très médiatisés incidents dans l'enclave espagnole de Ceuta et Melilla en septembre 2005 au Maroc, une nouvelle « route » de l'immigration clandestine est apparue : des côtes de l'Afrique de l'Ouest, essentiellement du Sénégal et à un moindre degré, de la Mauritanie, de la Guinée et de la Gambie vers les îles Canaries, l'antichambre d'un hypothétique eldorado européen. Des pirogues de pêche sont utilisées par des réseaux mafieux pour l'organisation de ce trafic du désespoir, dans des conditions souvent cauchemardesques. Plus de cent personnes peuvent s'entasser dans ces cercueils flottants. Les candidats à l'émigration vivent l'enfer à bord : manque de nourriture et d'eau potable, et parfois ils voyagent même avec des cadavres dans ces embarcations de fortune. Le phénomène, qui prend une ampleur considérable actuellement dans l'Atlantique, présente des similitudes avec la crise des *balseiros* durant l'été 1994 qui a vu 35 000 Cubains se lancer dans le détroit de Floride.

Quelques chiffres pour décrire l'ampleur de ce phénomène migratoire vers les îles Canaries, sans néanmoins traduire le désespoir des gens qui se lancent dans une telle aventure. Le plus grand nombre d'immigrants clandestins arrivés aux Canaries a été enregistré en 2002 et représentait 9 929 personnes pour toute l'année. Ce triste record va être pulvérisé en 2006, une année qui risque d'entrer dans les annales noires de l'immigration : le 10 000^e candidat a déjà été recensé vers la mi-juin. Le seul mois de mai a vu arriver 4 780 personnes, dont 732 à bord de onze barques dans l'archipel des Canaries le lundi 29 mai, chiffre record pour une journée ! Combien de personnes sont portées disparues en mer ? On ne le saura probablement jamais avec exactitude, mais certainement des centaines, voire des milliers.

« Partir n'importe où, là-bas par exemple »

« La petite Malika, ouvrière dans une usine du port de Tanger, demanda à son voisin Azel, sans travail, de lui montrer ses diplômes.

– Et toi, lui dit-il, que veux-tu faire plus tard ?

– Partir.

– Partir... ce n'est pas un métier !

– Une fois partie, j'aurai un métier.

– Partir où ?

– Partir n'importe où, là-bas par exemple.

– L'Espagne ?

– Oui, l'Espagne, França, j'y habite déjà en rêve

– Et tu t'y sens bien ? Cela dépend des nuits ».



pirogue à la plage Dakar-Yoff

Cet extrait du dernier roman de l'écrivain franco-marocain Tahar Ben Jelloun, intitulé *Partir*, décrit avec des mots très simples le désir de milliers de jeunes. Cette volonté de partir est devenue une vraie obsession pour eux, à point tel qu'on doit se demander si cette idée de départ n'est pas devenue leur raison de vivre. Une raison de vivre qui se termine souvent en cause de mort !

Dakar, capitale du Sénégal : entre 4 et 5 millions d'habitants, personne ne peut le dire avec exactitude. Au visiteur de passage, elle donne l'impression d'une métropole, d'une ville moderne en pleine expansion, une ville en construction : des immeubles, des hôtels, des routes, des ponts, un vrai chantier permanent. Cependant, les conditions de vie pour les Sénégalais décrivent une autre réalité : selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Sénégal est au 157^e rang sur 177 pays classés en 2005. Au niveau national, l'analphabétisme touche encore 62 % de la population et 71 % chez les femmes. Environ 73 % de la population ont un accès à l'eau potable, tandis que 56 % ont un accès à l'assainissement. Malgré une légère baisse de l'incidence de la pauvreté, 57 % des gens vivaient encore en-dessous du seuil de pauvreté, équivalant à un dollar par jour. Un taux de mortalité infanto-juvénile de 121 ‰ et un taux de mortalité infantile de 61 ‰ complètent ce tableau. Cette situation et une population constituée à plus de 50 % de jeunes âgés de moins de 20 ans, créent un terrain propice à des rêves de départ vers d'autres horizons, d'autres conditions de vie, celles que recherchent les émigrants.

« Barça ou Barsax » est devenu l'obsession de milliers de jeunes en Afrique de l'Ouest : partir à Barcelone, la capitale catalane représentant l'Occident au sens large, ou mourir.



enfants jouant devant les pirogues

« Pas de profile type du candidat à l'immigration. »

Contrairement à une thèse répandue en Europe, ces « pirogues-people » ne sont pas que des chômeurs ou des aventuriers, mais constituent un échantillon représentatif de la société ouest-africaine : des pêcheurs, des artisans et des tailleurs y prennent place à côté de chômeurs ou de bacheliers, voire de personnes avec des formations universitaires qui n'arrivent pas à trouver un travail décent et qui optent pour l'extrême. La quête d'un meilleur avenir, ou d'un avenir tout simplement, est devenue une obsession pour ces jeunes qui ne savent plus quoi inventer pour trouver les moyens de se nourrir, se loger ou aider leurs proches. Ce désespoir les pousse à payer n'importe quel prix, même celui de leur vie, pour subvenir aux besoins de leur famille, aider leurs parents, des retraités sans retraite, ou encore payer l'éducation de leurs petits frères et sœurs. Les systèmes de protection sociale dans leur pays d'origine connaissent beaucoup de failles et de nombreuses familles dépendent de l'argent envoyé par leurs émigrants, qui, faut-il le rappeler, ont été fortement encouragés à venir monnayer leur main d'œuvre en Europe dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour les candidats au départ, la « belle vie » est ailleurs, en Occident (Europe et Etats-Unis). La télé, la presse et les récits souvent idéalisés de leurs compatriotes qui y ont « réussi » et y vivent, même si très souvent ils ne font qu'y survivre, leur font croire que l'argent coule à flots en Occident ; qu'on peut s'enrichir facilement, que la misère n'y existe pas. L'accès à cette « belle vie » devient une obsession. Le seul moyen choisi pour atteindre cet objectif est le départ, sous n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix. Des centaines



pirogues à la plage de Dakar-Yoff

de jeunes s'entassent dans ces pirogues de fortune à l'assaut de la forteresse Europe, de leur eldorado imaginaire, d'une terre promise, qu'ils ne veulent pas voir promise qu'aux autres. Un drame est en train de décimer toute une jeunesse, une hémorragie se déroule sous nos yeux.

« Un business du désespoir »

Comme pour toutes les filières d'immigration clandestine, la filière sénégalaise-canarienne est entre les mains de réseaux mafieux. Le désespoir est devenu un business lucratif pour des personnes peu scrupuleuses. Le prix d'une place dans ces « pirogues de l'espoir » varie entre 350 000 à 500 000 FCFA, (500-750 euros), une « bonne affaire » comparée au prix allant jusqu'à 800 000 FCFA (1 200 euros) pour les premiers départs au début de l'année. Le SMIC est à 43 000 FCFA (65 euros). Après avoir déduit les frais de la pirogue et des deux moteurs, les gilets de sauvetage, le GPS ou encore la nourriture ; les bénéfices pour cette nouvelle version d'agents de voyages peuvent encore largement dépasser les 20 000 euros par pirogue.

Afin de rassembler les sommes nécessaires pour réserver une place dans ces bateaux du désespoir, les candidats à l'émigration sont prêts à tout : emprunter les dernières réserves des retraites de leurs parents, vendre les bijoux de famille, voire même tomber dans la délinquance pour « épargner » le prix du billet vers l'eldorado en se reconvertissant dans un trafic en tout genre.

Pour les convoyeurs, toutes les étapes du périple, depuis le départ des côtes sénégalaises jusqu'à leur régularisation en Europe, sont prétracées : dès l'approche des côtes espagnoles les pirogues devraient être coulées et les passagers deviennent des naufragés, recueillis par les gardes côtes espagnols, puis emmenés dans des camps d'accueil, gérés par des organismes humanitaires. Etant donné qu'ils ont tous perdu leurs papiers lors du « naufrage », les autorités espagnoles seraient dans l'incapacité de les garder très longtemps, faute de

pouvoir identifier leur pays d'origine. Toujours selon le scénario décrit par ces vendeurs d'illusion, il ne reste aux candidats qu'à faire une demande d'asile, en se faisant passer p.ex. pour des réfugiés ivoiriens ou autres pays en crise. Une fois cette demande déposée, les immigrants clandestins peuvent circuler librement, se débrouiller pour trouver un travail au noir et espérer échapper aux contrôles policiers jusqu'à la prochaine vague de régularisation, comme celle que l'Espagne vient de réaliser et qui s'est soldée par une régularisation de 700 000 personnes, dont quelque 30 000 Sénégalais.

« Quel accueil réserver à ces immigrants clandestins en Europe et dans leur pays d'origine ? »

La priorité, pour les autorités nationales et internationales, est de verrouiller cette nouvelle filière d'immigration vers les îles Canaries en renforçant la surveillance des côtes et par des condamnations exemplaires pour les organisateurs et passeurs de ces nouveaux trafics humains. Ces tâches très complexes ne peuvent pas être sous la seule responsabilité des pays d'origine des immigrants, bien que leur responsabilité soit engagée en premier lieu. Les pays occidentaux et l'Union européenne en tête se doivent d'accompagner par différents moyens ces missions de surveillance, soit via une mise à disposition de ressources humaines et financières, soit par l'organisation de patrouilles conjointes de leurs forces maritimes dans un esprit de coopération renforcé.

L'avenir réservé aux immigrants arrivés sur les plages espagnoles devra être décidé en toute lucidité, en tenant compte de différents facteurs et en faisant l'impasse sur l'émotion et des sentiments de culpabilité par rapport aux images et aux récits entendus à chaud. En acceptant les clandestins sur leur territoire et leur accordant un droit de résidence, le gouvernement espagnol lancerait un appel irresponsable à ceux qui hésitent encore à tenter la même aventure, et pourrait être tenu responsable de leur sort. Ceci à l'image de l'incitation que la vague de régularisation des clandestins en Espagne en 2005 a eu comme résultat ; non seulement un drainage de tous les clandestins d'Europe vers l'Espagne, en espérant pouvoir profiter d'une régularisation à leur tour, mais aussi un mauvais signal vers les pays d'origine des clandestins, qui se disent que l'Espagne allait bien finir par répéter et régulariser une deuxième fois.

La décision de l'Espagne de rapatrier des clandestins a eu comme écho de vives critiques des pays d'origine des clandestins, de même qu'émanant d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales, jugeant le rapatriement de force inhumain et portant « atteinte aux droits de l'homme » des migrants. L'Espagne se veut poser un signe

fort et inconditionnel aux potentiels migrants ; leur faire comprendre que la filière des îles Canaries est désormais close. Un premier avion avec 433 candidats à l'émigration a été rapatrié dès le 30 mai dernier.

Les pays d'origine des émigrants ont la responsabilité de voir comment et dans quelles conditions les accueillir, tout en jonglant entre le respect de tous et le respect de la loi en vigueur sur leur territoire. Les rapatriés ne sont certes pas des criminels et il ne faudra sous aucune condition les traiter comme tels, bien que leur action soit illégale mais il ne faudra pas le nier non plus.

Accueillir ces jeunes, qui en partant devenaient des héros dans leurs quartiers, leurs villages, des aventuriers respectés et admirés par tous est une tâche délicate pour les autorités nationales. Leur donner simplement de quoi payer un taxi pour rentrer lors de l'arrivée à l'aéroport de leur charter de retour et les « oublier » dans la nature n'est pas une solution. Sans encadrement aucun, ces jeunes sont encore plus perdus et leurs réactions peuvent devenir incontrôlables, leur déception se mêlera à de la haine et le basculement vers une agressivité serait inévitable. D'un autre côté, une « aide » non-réfléchie et basée sur l'émotion du moment pourrait également avoir des effets contreproductifs, voire dangereux pour la stabilité et la paix sociale du pays. Comment p.ex. justifier l'allocation d'une parcelle de terrain ou une somme d'argent pour permettre à ces « revenants » de se construire une situation économique et professionnelle dans leur pays, par rapport aux centaines de milliers d'autres jeunes en situation

prêts pour le départ



L'avenir réservé aux immigrants arrivés sur les plages espagnoles devra être décidé en toute lucidité, en tenant compte de différents facteurs et en faisant l'impasse sur l'émotion et des sentiments de culpabilité par rapport aux images et aux récits entendus à chaud.

difficile, voire désespérée, mais qui n'y auront pas droit, faute de ne pas avoir tenté le voyage vers l'Europe ? Comment justifier auprès des agriculteurs qui sont dans une situation très précaire depuis des années avec la chute des prix de l'arachide, principale production agricole au Sénégal, l'allocation d'une parcelle à cultiver à des jeunes, qui sont plutôt pêcheurs, mécaniciens ou artisans qu'adeptes de la vie agricole ?

« Et si c'était à refaire, dès demain, nous sommes prêts pour embarquer »

Quels vont être les nouveaux rêves des personnes qui ont été rapatriées ? Vont-elles abandonner leurs rêves de départ et décider d'investir toute leur énergie dans leur pays d'origine et essayer de se construire une existence sur place ? On l'espère et on le leur souhaite, mais en écoutant les paroles très pragmatiques de certains d'entre eux lors de leur rapatriement à l'aéroport Léopold Sédar Senghor de Dakar-Yoff, on doit en douter et craindre de nouvelles vagues d'immigration dans les semaines et mois à venir : « La belle vie se trouve ailleurs et pas au Sénégal. Et si c'était à refaire, dès demain, nous sommes prêts pour embarquer » ou encore « (ce retour de force) cela ne m'empêchera pas de reprendre la mer, si j'avais aujourd'hui

de l'argent. Car, j'ai une femme et une famille à nourrir ». La détermination de ces jeunes semble être sans faille et ils sont prêts à tout pour l'eldorado providentiel européen. Un grand nombre donne l'impression d'avoir même déjà fait le deuil de leur pays d'origine et préférer les aléas d'une clandestinité en Occident à une situation jugée désespérée, à leurs yeux, dans leur pays.

Permettre à ces jeunes de croire en un avenir meilleur chez eux et leur donner les moyens pour se construire une situation et un avenir professionnel dans leurs pays d'origine est le seul moyen pour ralentir le flux et la volonté d'immigration vers l'Occident. Faciliter l'accès à des formations et des enseignements pratiques pour mieux répondre aux attentes du marché du travail, accompagner les jeunes dans la création de petites structures commerciales ou productives et leur assurer un accès à des ressources financières par des systèmes de microfinance, sont quelques pistes pour essayer de réduire le phénomène de l'immigration en amont. Cependant, la migration existera toujours et chaque pays, chaque région produit à la fois ses propres émigrants et immigrants, le Grand Duché n'y fait pas exception.

¹ « Teranga » signifie « hospitalité » en wolof, langue nationale, le lion étant le symbole national.

Wohlfühlen in den eigenen vier Wänden...



Fachhandel für
ökologisches Bauen
und Wohnen

Öffnungszeiten:

Dienstag - Freitag
9 - 12 14 - 18 Uhr
Samstag 9 - 12 14 - 17 Uhr
Montag geschlossen

- Naturfarben
- Tapeten und Wandbeläge
- Naturdämmstoffe
- Parkett, Teppichböden
- Türen
- Innenausbau
- Maschinenverleih

98, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg
Tel. 49 65 51 Fax 40 23 03 info@biotop.lu www.biotop.lu